

Je laisse aux honorables députés le soin de deviner pourquoi ce discours a été prononcé devant l'*Ethnic Press Association* plutôt que, par exemple, devant la *Loyal Orange Association*. En tous cas, le premier ministre déclarait nettement qu'il se proposait d'augmenter l'immigration dans la proportion de deux ou trois fois ce que nous avons réalisé en 1957, qui est, ou plus exactement sera, la plus grande année d'immigration que nous avons connue depuis 1913. Le chiffre de 640,000 par an me paraît, il va sans dire, absolument fantastique. Mais c'est bien, semble-t-il, le chiffre dont le premier ministre s'est servi pour inviter la population à voter pour lui afin de lui permettre d'appliquer sa politique et je veux croire qu'il disait ce qu'il pensait. S'il n'en était rien, ceux d'entre nous qui siègent de ce côté-ci de la Chambre penseraient qu'il n'aurait pas dû le dire.

Mais que constatons-nous? La première chose que le gouvernement actuel ait faite, la toute première mesure qu'il ait prise pour modifier quelque chose après son arrivée au pouvoir, a été de restreindre l'immigration. Au lieu de l'accélérer ou de l'intensifier, il l'a sévèrement réduite et s'y est pris en quelque sorte si maladroitement que les fonctionnaires du ministère ont dû par la suite perdre un temps considérable à expliquer ce que le ministre avait voulu dire dans sa première déclaration.

Ceux d'entre nous qui s'y connaissent dans ce domaine savent que grâce aux efforts déployés par M. Harris et moi-même, ainsi que par les fonctionnaires du ministère sous notre direction, pendant bon nombre d'années, en vue de créer un service au Royaume-Uni, nous commencions vraiment, cette année, à enregistrer des résultats intéressants et obtenions la meilleure classe d'immigrants qui nous soit jamais venue du Royaume-Uni. Tout ce mouvement a subi le traitement de la douche froide de la part de l'honorable député qui consacrait ses loisirs au ministère de l'Immigration pendant qu'il apprenait le métier de ministre de la Justice, très probablement parce que son collègue l'honorable représentant de Trois-Rivières n'a pas été jugé digne d'occuper le poste de ministre de la Justice. (*Exclamations*). Il y a peut-être une autre explication, mais c'est en tout cas celle que la presse a donnée.

L'hon. M. Fleming: Quelle mesquinerie.

L'hon. M. Pickersgill: Enfin, quelle qu'ait pu être la raison du premier ministre pour ne confier aucun portefeuille à l'honorable représentant de Trois-Rivières, à l'honorable représentant de Saint-Jean-Ouest et à l'honorable représentant de Greenwood, et pour charger de deux portefeuilles l'honorable représentant de Kamloops, je l'ignore.

[L'hon. M. Pickersgill.]

Une voix: Et vous ne le saurez probablement jamais.

L'hon. M. Pickersgill: Peut-être, mais ce que je sais, c'est que rares sont les députés siégeant ici, de quelque côté qu'ils soient, qui pourront m'accuser d'indolence dans l'exécution de mes fonctions à l'époque où j'étais ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Une voix: Vous n'étiez pas indolent, vous étiez inefficace.

L'hon. M. Pickersgill: Évidemment, c'est à l'œuvre qu'on reconnaît l'artisan. Oui, j'ai été inefficace. J'ai été inefficace parce que j'ai encouragé l'immigration. Mais l'honorable député a fait, lui, preuve d'une grande efficacité, en y mettant un terme.

Le parti libéral a toujours prétendu qu'il ne faudrait pas inviter des immigrants qui risquaient de se trouver en chômage dans notre pays. Je ne songerais pas un instant à prôner un programme d'immigration aux termes duquel il entrerait dans notre pays plus de personnes que notre économie ne puisse en absorber facilement et rapidement. Voilà notre programme, un programme qui depuis dix ans a été une réussite. En effet, pendant ce temps, la croissance de notre population a été plus rapide qu'à n'importe quelle autre époque de notre histoire. Il se peut sans doute qu'il aurait été sage, étant donné les circonstances, d'envisager très sérieusement les mesures à prendre plus tard dans l'année. C'est ce que je m'étais d'ailleurs proposé de faire si j'avais conservé mes fonctions.

L'hon. M. Fulton: Vous aviez déjà décidé de restreindre l'immigration et émis des directives en ce sens le 12 avril.

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur le président, cette déclaration est en tous points inexacte.

L'hon. M. Fulton: Elle est absolument exacte et j'ai sous les yeux les documents ministériels qui le prouvent.

L'hon. M. Pickersgill: Je puis dire que j'ai, en effet, prié les fonctionnaires de mon ministère d'envisager très sérieusement ce qu'il y aurait lieu de faire après les élections. Je n'ai pris aucune décision définitive sauf pour certaines dispositions au sujet de quelques mesures relatives au transport ou à d'autres questions de nature technique, dont la nécessité ne m'apparaissait plus. Je m'étais toutefois dit que plus tard au cours de l'année,—et ceci est évidemment vrai de toutes les années,—il y aurait avantage à empêcher l'entrée au Canada d'immigrants en quête de travail. Chaque année depuis la guerre, à